



mrp

Différences

N°268

Octobre / Novembre / Décembre 2008

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples



SUPPLÉMENT :

Albert LÉVY,
une vie debout

**MERCI
ALBERT !**

SOMMAIRE

HOMMAGES À ALBERT LÉVY par :

- 2 C. Palant
- 3 M. Aounit
- 4 F. Grémy
- 6 ENTRETIEN avec Albert LÉVY
- 8 MÉMOIRE du MRAP par Albert LÉVY

**OBSÈQUES D'ALBERT LÉVY
CIMETIÈRE DU
PÈRE-LACHAISE,
15 SEPTEMBRE 2008**

ALLOCATION DE CHARLES PALANT

Mesdames, Messieurs,
Amis et Camarades,
Chère Fanny, Chers Danièle et Jacques,

Elle est profonde et douloureuse la tristesse qui nous étreint pour aligner ces quatre mots : Albert Lévy est mort.

Dans quelques mois le MRAP célébrera ses 60 ans d'existence. Plus qu'aucun d'entre nous Albert Lévy incarnait la vie de notre mouvement. De 1949, date de sa création, à 1991, date de la retraite d'Albert, il en a été le dirigeant le plus intelligent et le plus assidu, le plus lucide et le plus créatif, le plus dévoué, le plus infatigable.

Albert Lévy avait cette qualité rare chez beaucoup, qui par son exemple, ses conseils, et le soutien qu'il apportait à tous, rendait les autres meilleurs autour de lui... De combien parmi nous Albert n'a-t-il été le grand frère ? Son savoir était grand, sa culture était vaste et sa disponibilité à nul autre comparable. Homme de caractère, il nous arrivait parfois de subir le sien pas toujours commode. Mais les exigences qu'il avait pour d'autres n'étaient rien à côté de celles qui avait pour lui-même.

Albert Lévy, est né en avril 1923 à Aurillac. Un peu plus tard ses parents tenaient boutique de textile à Clermont-Ferrand. Dans un recueil de souvenirs d'enfance, Albert raconte : « En général, à l'école, ma soif d'apprendre me faisait aimer tous les enseignements. J'étais également bon en mathématiques, en français, en anglais... ». Albert est admis au collège où il est reçu comme boursier.

En 1939, il réussit au concours d'entrée à l'École Normale d'Instituteurs. La guerre puis l'occupation allemande et les lois anti-juives de Vichy allaient contrarier sa vocation. Cinq ans après, la libération le trouva jeune résistant militant de l'UJF, l'Union de la Jeunesse Juive, issue de la clandestinité aux côtés du parti communiste français auquel il a adhéré.

Albert Lévy devient journaliste à l'Humanité, affecté à la page de la politique étrangère. Peu de temps après, le voilà rédacteur à Droit et Liberté, l'hebdomadaire de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entre-Aide, revue qui, en 1949 deviendra le mensuel du MRAP. Albert Lévy a été l'un des fondateurs du Mouvement.

Durant des dizaines d'années où nous avons, Albert et moi, assumé les responsabilités essentielles du MRAP. De combien de mes discours publics, de combien de rapports prononcés devant nos congrès, Albert ne m'avait-il aidé à discerner les idées les plus justes quand ce n'était pas à trouver les mots les plus clairs. Toutes nos interventions écrites ou parlées, les textes qui introduisaient les débats, les résolutions qui les concluaient étaient guidés par le souci permanent d'assurer le pluralisme et l'unité du MRAP dans la diversité des options politiques, philosophiques, ethniques et religieuses des militants et des adhérents du MRAP.

La guerre froide qui divisait et opposait les grands alliés qui avaient vaincu la coalition hitléro-fasciste creusait également chez nous le fossé de la division entre les forces hier encore unies pour libérer la France et reconstruire la République.

Le pays s'engluait dans les guerres coloniales, en Indochine puis en Algérie, génératrices de déchaînements racistes et de violations tragiques des droits de l'homme. Cependant que pour poursuivre la reconstruction du pays et l'essor de son économie il est fait appel à une main d'œuvre immigrée de plus en plus nombreuse. Les moindres ratés dans la vie sociale du pays suscitent de l'extrême droite revancharde des campagnes de haine raciste et xénophobe qu'il faut combattre.

Au Proche-Orient, s'aggrave et s'éternise le douloureux conflit israélo-arabe dont les répercussions en France creusent les sillons du racisme et de l'antisémitisme.

Faut-il rappeler nos actions répétées pour dénoncer l'apartheid en Afrique du Sud ?

Dans toutes ces campagnes, dans tous ces combats, la part prise par Albert Lévy à la tête du MRAP a été déterminante. Ses articles, ses brochures, ses discours font autorité. Le Mouvement a grandi avec lui. Il en sera ainsi pendant quatre décennies.

En 1989, Albert Lévy laisse la charge de secrétaire général du MRAP. Il est alors membre de la présidence collégiale jusqu'au congrès de 1991. Albert prend sa retraite. Mais un militant de cette trempe prend-il jamais sa retraite ? Cesse-t-il jamais d'être à la disposition des siens ?

En 1999, il dirige la rédaction et l'édition du livre publié pour le cinquantenaire du MRAP. Il en avait proposé le titre : Chronique d'un combat inachevé. Pas plus que tous les combats pour l'émancipation humaine, le combat contre le racisme, pour le respect entre les hommes, pour l'amitié entre les peuples jamais, ne s'achèvera.

Dans le recueil de ses souvenirs Albert, qui maniait un humour caustique, se moquait lui-même de sa petite taille, un mètre cinquante-cinq !

A Fanny, dont Albert était amoureux depuis l'âge de quinze ans, à Danièle et Jacques, à tous les vôtres, dont nous partageons la peine, je veux dire : qu'avec Albert Lévy, c'est un grand homme que nous avons perdu et qui, à nous tous, va beaucoup manquer. Puissent sa mémoire et son exemple longtemps lui survivre.

HOMMAGE DE MOULOUD AOUNIT À ALBERT LÉVY



Chère Fanny, chère Danièle,
cher Jacques,

Nous sommes réunis ici pour ne pas dire adieu à Albert mais tout simplement au revoir. Albert ne peut s'effacer tant ce qu'il nous a apporté est ineffaçable. Tout ce qu'il a consacré, c'est-à-dire une partie de sa vie, pour servir l'humain, ses droits, sa dignité, son respect, est incommensurable. Tous ceux qui l'ont croisé, militants du MRAP ou d'ailleurs, et qui ont partagé ses combats, sa passion immense de la justice, garderont d'Albert l'image d'un homme dont l'action a marqué de manière durable l'histoire des combats en faveur des droits de l'homme et ce durant près d'un demi-siècle. Albert est et restera une référence, un aiguillon pour beaucoup d'entre nous. Homme d'exception, il force le respect par la passion et le dévouement sans faille qu'il avait pour la défense des droits et des libertés fondamentales en France et dans le monde. Ce serviteur de la dignité humaine a dû puiser dans son douloureux vécu de victime dès l'âge de 18 ans des lois anti-juives, la force, la ténacité et la détermination pour organiser la résistance à l'occupation nazie dans le MNCR en 1942 qui donnera naissance au MRAP en 1949. Très jeune, il acquit cette maturité et cette colère politique qui l'amèneront à organiser la solidarité effective envers les femmes, les hommes, et les enfants victimes des persécutions antisémites. animateur des réseaux pour cacher les enfants juifs, afin de leur épargner les camps de la mort, Albert, dès ses premiers pas militants, a su conjuguer solidarité envers les victimes et batailles idéologiques et politiques. Ce qui l'a amené à diffuser le journal Liberté.

Universaliste, pour Albert, toute oppression, toute offense à la dignité humaine était inacceptable et le mobilisait avec la même intensité, la même détermination, la même rage de vaincre la bêtise, l'injustice, la haine, l'intolérance. La passion hors du commun qu'il avait des droits humains, sa

façon de relever les défis ont incontestablement participé à former, éduquer, un grand nombre de militants. Les témoignages de tous ceux que j'ai joints vont dans le même sens, reconnaissant l'empreinte qu'Albert a pu avoir sur leur engagement et sur leur façon d'être. Hier comme aujourd'hui, jamais les leçons d'Albert ne m'ont quittées. Je dois avouer que devant les épreuves que j'ai subies, souvent, j'ai pensé à lui pour m'interroger sur ce qu'il aurait fait dans telle ou telle circonstance.

Bien sûr, je ne peux ici relater tous les combats auxquels Albert a consacré une partie de sa vie. Mais une chose est sûre, c'est qu'il aura été et restera un précurseur, un visionnaire, un authentique universaliste. A l'heure où les États-Uniens vont peut-être désigner pour leur destinée un Président noir, il fut un des premiers artisans de la mobilisation en France contre le racisme à l'encontre des afro-américains aux États-Unis. Il n'eut de cesse de dénoncer à l'époque les violences xénophobes ainsi que les procès racistes auxquels cette population était confrontée. Aujourd'hui la mobilisation en faveur de Mumia Abu-Jamal, l'un des plus vieux prisonniers politiques d'une justice raciste, poursuit les combats qu'Albert a initiés avec force, courage, et détermination.

L'histoire retiendra qu'il fut dès 1952 l'un des premiers à dénoncer le procès intenté aux époux Rosenberg par plusieurs articles dont l'un s'intitulait une « Nouvelle affaire Dreyfus de la guerre froide ». Il deviendra peu de temps après le Président de l'Association pour la défense des Rosenberg. En 1994 il créera l'Association pour le réexamen de l'affaire Rosenberg dont il deviendra le Président d'honneur. Et ce n'est pas un hasard si ce collectif tient son siège et ses réunions au MRAP aujourd'hui.

L'un des plus grands défis antiracistes du XX^{ème} siècle fut le combat contre ce racismisme d'Etat que fut l'apartheid, organisation d'une société fondée sur l'inégalité des ra-

ces. Contre ce paroxysme du racisme, Albert n'avait de cesse de mobiliser les élus, les députés, l'opinion publique, en organisant la campagne de boycott du régime sud-africain notamment en dénonçant les entreprises complices avec le régime. On ne comptera jamais assez le nombre de rassemblements qu'il organisa devant l'ambassade d'Afrique du sud, sans oublier les campagnes de collectes de médicaments pour les Noirs sud-africains.

Albert avait la passion du droit des peuples. Pour lui, l'amitié entre les peuples, cette utopie du présent ne pouvait se concevoir sans justice et sans partage des droits. C'est le sens qu'il donna à l'action du MRAP dans le conflit israélo-palestinien en portant - ce qui à l'époque n'était pas évident pour tous - cette exigence d'une terre, deux peuples et deux Etats. Albert était respecté par de grandes figures. A cet effet jamais je n'oublierai l'accueil et les remerciements de Jean-Marie Djibaou à Albert Lévy en faveur des droits des Kanaks.

Fondateur du MRAP, Albert fut aussi celui qui a permis l'enracinement du MRAP dans l'antiracisme français. C'est par ce mélange entre l'action quotidienne, la solidarité de tous les instants, envers toutes les victimes de toutes les formes de racisme et la réflexion politique du combat antiraciste qu'Albert a su donner au MRAP son identité, sa spécificité. C'est ce fil rouge qui a permis à Albert d'être l'initiateur de cette manifestation historique après l'attentat de la rue Copernic qui avait rassemblé 300 000 personnes.

C'est à Albert encore que l'on doit l'adoption, après treize années de luttes opiniâtres, de la loi française contre le racisme de 1972, loi qui a permis au MRAP notamment de poursuivre et demander réparation au nom de la République à un certain Klaus Barbie, à Maurice Papon, qui a permis les premiers procès contre Le Pen et contre le négationniste Faurisson.

Éloge d'Albert LÉVY

par François Grémy,
ancien Président National délégué du MRAP (1981-1984)

On retiendra aussi toute l'attention qu'Albert portait à tous ces immigrés vivant dans les bidonvilles en proie à des campagnes d'une violence inouïe, les présentant comme responsables du chômage et de l'insécurité en France, argumentant, réfutant, expliquant sans relâche. C'est lui qui, un certain 23 octobre 1986, organisa place de la République à Paris la première manifestation pour protester contre l'expulsion de 101 Maliens en charter.

C'est lui enfin à qui je dois mon engagement au MRAP lorsque ce dernier m'avait confié le suivi de cette marche pour l'égalité en réaction aux violences racistes dont les enfants issus de l'immigration étaient victimes. Albert était un visionnaire. Par la finesse de ses analyses, il savait anticiper les mutations du racisme et adapter les moyens de résistance appropriés. Albert savait détecter, aider, fédérer, mobiliser des énergies et rassembler autour du MRAP des personnalités qui l'ont si bien servi. Je pense notamment à Marcel Manville, George Pau Langevin, François Grémy, Jean-Jacques Kirkyacharian, Roland Rapaport et tant d'autres.

C'est enfin sous son impulsion qu'en 1977 le MRAP, de Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix se transforme en Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, donnant ainsi au combat contre le racisme la primauté d'une prise en compte de son unicité. Je retiendrai de lui cette lumineuse réflexion, ô combien d'actualité, qu'il aimait à porter que toute concession faite à un racisme de quelque nature qu'il soit entretient et alimente toutes les autres formes de racismes.

Homme d'exception, Albert forçait le respect et l'admiration, non seulement par ses apports mais aussi par sa simplicité, sa modestie, sa disponibilité permanente.

Merci à Albert pour avoir su être un éveillé des consciences, un semeur d'espoir. Merci pour son précieux et irremplaçable héritage d'expériences, de luttes. Merci enfin à Fanny, sa femme, qui, dans l'ombre a été indispensable pour la réalisation de l'œuvre d'Albert, car c'est bien d'une œuvre inachevée dont nous avons tous ici la responsabilité et le devoir de prolonger. Nous espérons, cher Albert, ne pas te décevoir.

**Chers Fanny, Danièle et Jacques,
et toutes les générations qui suivent.**

**Chers camarades et amis,
Vous tous qui êtes ici pour moi des frères et des sœurs,**

Mystère des origines

Je m'aperçois depuis deux jours que je suis incapable de vous expliquer par quel mécanisme, quelle cause efficiente, j'ai aujourd'hui l'honneur et la douleur de prendre la parole en ce jour où nous honorons et célébrons notre ami et frère Albert.

En un jour de 1972, je crois, un habitant de ma commune, L'Haÿ-les-Roses, un monsieur Lehman, que je connaissais à peine, et que je n'ai jamais revu depuis, m'a convié à souper, m'annonçant la présence du Secrétaire Général du MRAP, Albert Lévy, dont j'avais certes entendu parler. A partir de là, et pour parler comme les physiciens, tout se passe comme si Albert m'avait demandé de le rejoindre au Conseil national du MRAP, et que j'avais accepté, apparemment de façon immédiate. Je ne me souviens ni de la question, ni de la réponse, ni de leur moment, ni de leur lieu, ni de leur énoncé, ni de leur intonation : RIEN.

Cette rencontre n'était certainement pas fortuite : Albert et Lehman se connaissaient, mais comment mon nom est-il a paru dans leurs conversations ? Certes Albert était sans doute à la pêche de militants nouveaux, mais pourquoi et comment étais-je le poisson à prendre dans cette pêche nullement miraculeuse ? Le plus curieux est que sans doute jamais je n'ai interrogé Albert sur les raisons de sa décision. Je ne l'ai pas fait, car tout de suite, j'ai trouvé tout naturel d'être au MRAP, car j'y fus tout de suite chez moi et heureux. Et vous savez que les gens heureux ne s'interrogent guère sur les raisons de leur bonheur, je devais le mien à Albert.

Découverte du MRAP

Toujours est-il que je me suis retrouvé au Conseil National ! Je ne vous dirai pas que j'ai été séduit par les locaux, peu engageants. Mais par un groupe de personnes qui manifestement étaient des dirigeants ou des membres très influents, sans que le bizuth que j'étais puisse leur assigner une place claire dans l'organisation. Albert, que j'avais rencontré en premier, était un cofondateur du MRAP en 1949. A côté de

lui, je sympathisais très vite avec trois autres « pièces d'origine » : Charles Palant, brillant orateur, et jamais avare d'une plaisanterie ; Charles Owezarek, fertile argumentateur, car il aimait « phosphorer » ; Chil Kozlovski, joyeux et bienveillant, gratifié d'une gentillesse et d'un sourire surabondants. Une belle et intelligente avocate guadeloupéenne très rieuse, George Pau-Langevin ; deux vénérables ecclésiastiques qui n'avaient rien pour me déplaire : l'abbé Pihan, bien connu pour avoir créé les mouvements de jeunes « Cœurs Vaillants » et « Âmes vaillantes », et le père franciscain Bertrand Bari, aumônier national des Gens du Voyage (lequel bien plus tard manifestera un courage exemplaire lors d'un attentat qui visait nos locaux) ; enfin Claudine Mardon, notre trésorière, compétente et triste Cassandre de nos budgets régulièrement catastrophiques. Tous (y compris quelques autres dont je ne revois plus les visages à ce moment là) étaient des bénévoles plus ou moins intermittents, car soumis aux aléas de leur profession.

Seul Albert était un permanent, nommé Secrétaire National un ou deux ans avant mon arrivée (très bien assisté par un autre personnel permanent, Monique, la secrétaire).

Au dessus de notre petit monde planait une divinité protectrice bienveillante, plus lointaine, d'une belle et souriante bonté, écrivain connu et reconnu : Pierre Paraf, le président du MRAP. Il était moins fréquent que les autres, présidait les séances du Conseil National, garant moral plus que dirigeant effectif du Mouvement.

ALBERT

Albert était de toute évidence l'homme clef de l'organisation, par son engagement personnel : sa présence, sa puissance de travail colossale, la force de ses convictions, ses connaissances encyclopédiques : il savait tout sur tous les fronts du racisme (et de l'antiracisme) du monde.

Sa forme d'intelligence ne le plaçait pas dans la famille des Pascal ou des Nietzsche aux intuitions fulgurantes, mais plutôt dans celle de Thomas d'Aquin, de Descartes ou de Kant : discours argumenté, documenté, explorant méthodiquement son domaine d'expression. Homme des Lumières au meilleur sens du terme, il aime démontrer rationnellement. Avec un peu d'illusion peut-être, Albert est convaincu que l'explication raisonnée est suffisante pour convaincre la multitude. Même s'il y réussit, on sait que la conviction intellectuelle n'entraîne pas nécessairement l'adhésion à un niveau qui conduise à l'action.

Par pudeur personnelle et aussi par respect pour son auditoire, il refuse ou rabote l'émotion. Sans doute se trahit-il lui-même, car son acharnement, sa ténacité, son obstination, son attention toujours en alerte devant les injustices et les manquements aux droits de l'homme, tout cela témoigne de la passion forcenée qui l'anime. C'est pourquoi je vois en lui un passionné froid : un démonstrateur rationnel fuyant les démonstrations affectives. Il serait sans doute mal à l'aise dans notre société moderne, qui trop souvent dégoûline de bons sentiments bruyants et d'émotions éphémères et alternatives.

Dans ses rapports avec les militants, son exigence était bienveillante, car sa passion à dimension collective et politique n'oubliait jamais la singularité des personnes. Je ne me souviens pas personnellement de grandes colères.

Albert était un homme libre : selon un mot que je viens de lire sous la plume de B. Delanoë : un homme libre n'est pas celui qui fait ce qu'il veut, mais qui veut ce qu'il fait.

Tel est l'Albert Lévy que j'ai connu : Albert ne dirigeait pas le MRAP, il était le MRAP. Sa souveraineté morale et intellectuelle n'était ni discutable ni discutée.

D'autant plus qu'il était l'acteur principal d'une grande victoire stratégique du MRAP : le vote unanime par les deux chambres de la Loi du 12 juillet 1972, contre le racisme, qui faisait des propos, gestes, ou écrits à caractères racistes, non l'expression d'une simple opinion, mais un délit, parce qu'ils favorisaient le développe-

ment de la haine entre groupes ou communautés humains. Tout cela explique que pour moi, débutant, Albert Lévy fut mon Maître.

Proposition inattendue

Quand, fin 1979, quelques mois avant l'attentat de la rue Copernic (sept 1980), il m'a demandé, à ma grande surprise, si j'acceptais de prendre la succession de Monsieur Paraf, comme Président du Mouvement (celui-ci avait changé de nom sans changer de sigle, troquant « l'Antisémitisme et la Paix », contre « l'Amitié entre les Peuples »), j'acceptais sans hésitation, non pas par infatuation sur mon propre mérite, mais pour la valeur symbolique de la chose. Il me semblait sain que l'arrière-petit-fils d'un vigneron bourguignon ruiné par le phylloxéra (bref un Gaulois !), n'appartenant à aucune des minorités de victimes, actuelles ou potentielles, du racisme, affiche son engagement en faveur de la justice et de la fraternité envers tous les hommes et femmes menacés par le rejet et la persécution.

De plus, catholique de gauche, issu d'une tradition proche de Témoignage Chrétien, je croyais à l'Amour, tout en sachant que « l'Amour est un combat ».

Je mettais une condition à mon acceptation. J'avais été choqué du fait que Monsieur Paraf n'avait pas été consulté ni même informé du changement profond de signification de notre sigle. J'exigeais qu'un tel comportement désinvolte ne se renouvelle pas avec moi. Il n'y eut aucune entorse à l'accord tacite, et bien sûr bilatéral, qui résulta de cette conversation. Jusqu'à mon départ professionnel pour Montpellier (1984) qui m'a contraint à quitter cette lourde responsabilité, nous avons travaillé dans le respect, l'écoute, la confiance et l'affection mutuels.

Esquisse de Bilan : le racisme a-t-il reculé depuis vingt ans ?

Où en sommes nous maintenant du racisme en France ? Sachant que ce type de lutte est toujours inachevé, comme Albert le disait lui-même ? Autrement dit, pouvons-nous évaluer les effets d'une action dont Albert fut l'initiateur, l'acteur, l'animateur, le stratège et maintenant le commandeur ?

Certes nous avons encore bien des motifs de honte, notamment avec la politique d'intégrité nationale de Monsieur Hortefeux, avec ses camps de rétention et ses charters. Mais je crois que dans sa profondeur la France est globalement moins raciste que naguère. C'est un jugement difficile. Si l'on admet, pour parler comme les épidémiologistes, l'existence de deux facteurs de confusion : la croissance de la violence dans l'ensemble de la société, et la poussée de la précarisation menaçante de l'emploi et du pouvoir d'achat, je pense que notre pays commence à accepter l'idée qu'il sera nécessairement métissé. Deux Maghrébines et une Africaine au gouvernement, ces innovations n'ont provoqué aucune réaction hostile. Dommage que ce soit un gouvernement de droite qui en ait pris l'initiative, qu'on ne peut qu'approuver dans son principe. Dans son dernier livre, Ségolène Royal a écrit des pages magnifiques sur « Une France métissée qui se reconnaît comme telle », à ses yeux but essentiel d'une politique de gauche.

Si mon diagnostic est exact, on peut avancer que l'action d'Albert et celle de notre mouvement auront sans doute joué un rôle décisif.

Proposition

Je termine en faisant une proposition : les archives d'Albert sont sans aucun doute considérables, et conservées par le MRAP. Leur analyse mériterait de faire la base d'un travail de thèse universitaire. A nous d'explorer le milieu des sciences politiques pour dépister le patron le plus à même de conduire un tel travail, qui pourrait d'ailleurs à un niveau plus approfondi servir de fondement à une Critique de la Raison Antiraciste. Une telle entreprise serait le meilleur témoignage du respect, de l'admiration, et de la fidélité, que nous devons à notre frère Albert.

ENTRETIEN AVEC ALBERT LÉVY

Différences vous propose un extrait de l'entretien avec A. Lévy qui avait été publié à l'occasion de la sortie du livre sur les 50 ans de notre mouvement : « Chronique d'un combat inachevé ».

Comment s'est faite ta rencontre avec le MRAP ?

Albert Lévy : Pendant l'occupation, la MOI (Main d'œuvre Immigrée) avait créé plusieurs organisations de résistance, notamment l'Union de la Jeunesse Juive (l'UJJ), l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (l'UJRE), et le Mouvement National contre le Racisme (MNCR). J'appartenais à l'UJJ, organisation de lutte armée, et je participais à l'action du MNCR. Celui-ci n'était pas directement rattaché à la MOI, l'un de ses objectifs principaux consistait à faire

participer les intellectuels à la lutte contre le racisme des nazis et de Vichy. Il avait, par exemple, édité une brochure, clandestine bien sûr, destinée à la réfutation des théories raciales dont la partie philosophique avait été rédigée par le professeur Jankelevitch. Nous distribuions des tracts, des journaux... Nous avons inscrit, comme le rapporte le poème d'Aragon, « Morts pour la France » sur la fameuse Affiche rouge... Après la Libération, j'ai collaboré au journal de l'UJRE, Droit et Liberté. C'est à ce titre

que j'ai « couvert » la première journée nationale du MRAP, le 22 mai 1949, au Cirque d'Hiver.

Quel souvenir as-tu conservé de cette fameuse journée ?

Albert Lévy : Les 2500 places que comptait le Cirque d'Hiver à l'époque étaient toutes occupées. Armand Dymenstein (qui s'appellera plus tard Armand Dimet) avait coordonné toute la préparation de cette rencontre en organisant des réunions partout à travers la France. Celles-ci regroupaient surtout des juifs, anciens déportés, anciens combattants et familles de victimes. Les gens avaient peur d'une troisième guerre mondiale. Cette peur était suscitée par la division des anciens alliés, mais aussi par la division de la Résistance. Ces divisions se sont répercutées à l'intérieur même de l'alliance antiraciste qui s'était formée au lendemain de la guerre avec des anciens du MNCR et de la LICRA (Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme). A l'intérieur de celle-ci, la protestation contre l'exclusion était menée en particulier par les jeunes, présidés par Charles Palant, qui a fait tout ce qu'il a pu pour éviter cette rupture et qui, finalement, s'est associé à la création du MRAP.

Qui étaient les personnes présentes le 22 mai, d'où venaient-elles, quels étaient leurs objectifs ?

Albert Lévy : Le MRAP fut dès le départ une organisation attachée au pluralisme. Ainsi, parmi les juifs qui l'ont constitué, il y avait des communistes et deux associations sionistes, dont l'Hachomer Hatzair, dirigé par Henry Bulawko, aujourd'hui vice-président du CRIF. Mais il y avait surtout des sociétés juives, sans caractère politique. Elles étaient composées d'immigrés qui cotisaient à un fonds commun pour acheter des caveaux et être enterrés ensemble. Ils étaient ainsi regroupés par ville d'origine ou par corporations, tailleurs, casquettiers, etc. Sur les cent ou cent vingt sociétés de ce type, entre soixante-dix et quatre-vingt ont participé à la création du MRAP. Parallèlement au socle militant juif, la volonté était manifeste d'associer des hommes politiques français appartenant aux courants d'opinions les plus divers. C'est ainsi qu'à la première journée nationale, ont pris la parole des personnalités comme Marc Sangnier, fondateur du Sillon Catholique, Yves Farge, un résistant nommé préfet de Lyon par De Gaulle à la libération, le professeur Marcel Prenant, ancien dirigeant des FTP, Gabriel d'Arbousser qui allait devenir ambassadeur du Sénégal de France. Cette journée était présidée par l'avocat André Blumel, ancien chef de cabi-

net de Léon Blum au temps du front populaire. D'autres non juifs étaient présents, en particulier, des gens qui avaient accueillis des enfants juifs durant l'occupation. Enfin, la journée avait été placée sous la présidence d'honneur de Marc Chagall.

Tu insistes sur le besoin ou le désir de pluralisme, pour quelles raisons le pluralisme était-il recherché ?

Albert Lévy : D'une part parce que le MNCR défendait l'idée que la lutte contre le racisme ne devait pas être menée par les seules victimes, qu'elle devait l'être par tous. Et d'autre part, parce qu'il y avait pour défendre la paix des gens de tous les bords décidés à surmonter les ruptures générées par la guerre froide. Il y a eu des périodes où la lutte contre le racisme, au moins dans certains de ses aspects, entrait en conflit avec la raison d'état (...).

Qu'est-ce qui a fondamentalement changé au plan de l'antiracisme en général et du MRAP en particulier ?

Albert Lévy : Un pas considérable a été franchi avec la multiplication des acteurs antiracistes. Ce travail n'est plus réservé à des « spécialistes ». Le MRAP a toujours essayé d'impliquer les syndicats, les partis politiques, les représentants des religions. Aujourd'hui, de très nombreuses associations prennent des initiatives, les syndicats ont donné l'exemple ces dernières années sur les problèmes de discriminations dans le monde du travail. Les manifestations, les actions, les initiatives sont souvent organisées par des collectifs d'associations, parfois même comme dans le cas de l'appel des cinéastes ce sont des regroupements d'individus. Le MRAP et l'antiracisme de manière générale ont acquis une visibilité qu'ils n'avaient pas auparavant. Le MRAP n'est plus systématiquement boycotté par les médias comme il l'était à l'époque, il est davantage entendu par les pouvoirs publics. L'adoption de la loi de 72 a constitué un tournant décisif dans cette évolution. Grâce à cette loi, les actes racistes sont davantage connus du public, notamment parce que des procès ont lieu et des condamnations sont prononcées. Et puis la multiplication des crimes racistes au cours des années soixante-dix et quatre-vingt a créé un choc. A quoi s'ajoute la volonté de s'opposer au Front National.

Au moment où s'achève la fabrication du livre « Chronique d'un combat inachevé », quelle conclusion tires-tu ?

Albert Lévy : J'en suis arrivé à la conclusion que les racistes ne sont pas très imaginatifs.

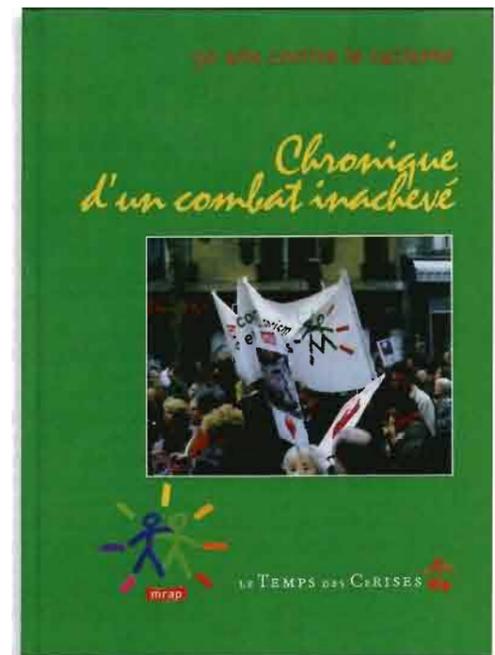
On retrouve la même idéologie, les mêmes arguments, les mêmes techniques, un mélange de mythologie et de violence... Récemment un tract raciste pastichait la chanson d'Yves Duteil « Prendre un enfant par la main ». Ce procédé a toujours été utilisé par les racistes (...). Le but est toujours le même : il s'agit de dresser un portrait repoussant, méprisable et dangereux du tzigane, du juif, de l'arabe, etc.

Depuis quand et dans quelles circonstances le MRAP a-t-il obtenu un statut consultatif auprès de l'ONU ?

Albert Lévy : Cette reconnaissance date de 1975 alors que le fils de Roosevelt s'occupait de ces questions auprès de l'ONU. Ce fut assez extraordinaire, car ne sont reconnues par l'ONU que les organisations dotées d'une surface internationale. Notre activité internationale et la lutte contre toutes les formes de racisme en France nous ont permis d'obtenir ce statut. Cela nous a beaucoup aidé sur le plan politique mais aussi un peu sur le plan financier notamment concernant notre action contre l'apartheid. J'ajouterais que l'adoption de la loi contre le racisme en 1972 a bénéficié de l'action de l'ONU : en effet, la convention internationale contre les discriminations raciales, ratifiée par la France en 1971, recommande l'adoption de législations nationales. La ratification a constitué un argument fort pour le vote de la loi française, alors que des hommes politiques déclaraient couramment que le racisme n'existait pas chez nous...

Le MRAP a-t-il connu des périodes plus difficiles que d'autres ?

Albert Lévy : Le MRAP a perdu des adhérents à deux moments. Une première fois lors du procès Slansky, à Prague (en 1953) où l'antisémitisme prenait le masque de l'antisio-nisme. Le MRAP n'était pas assez mûr pour réagir clairement contre l'antisémitisme dans les pays de l'est européen, alors que la guerre froide battait son plein. Il n'a pas su affirmer une position de principe tenant compte de tous les aspects de la situation. C'est plus tard, notamment après la publication du livre de Arthur London, « L'aveu », que nous avons eu tous les éléments en main pour comprendre ce qui s'était passé, et dès lors le MRAP a pris position avec vigueur sur ces questions. L'autre période de grande tension c'était en 67, au moment de la guerre des six jours entre Israël et les pays arabes. Dans ce dernier cas, nous ne nous sommes pas trompés, bien au contraire. Mais à l'époque, se déclarer pour les droits des Palestiniens risquait de vous faire taxer



d'antisémitisme même si on affirmait dans le même temps le droit à l'existence d'Israël. Aujourd'hui, Clinton comme les dirigeants du CRIF rencontrent Arafat. Les vérités que le MRAP était presque seul à affirmer à l'époque sont aujourd'hui devenues des lieux communs.

Pourquoi était-il important d'écrire ce livre ?

Albert Lévy : L'objet de notre travail n'était pas de faire uniquement une histoire du MRAP mais de connaître les évolutions, les progrès, les insuffisances, d'établir une mise en perspective. C'est important parce que la mémoire fait partie du combat d'aujourd'hui. Ce livre se présente comme succession de flashes sur les grands thèmes et les grands moments de l'histoire du MRAP. Ils sont construits en chapitres indépendants les uns des autres. Cette formule est intéressante parce qu'elle permet une lecture tout à fait libre : on pourra l'ouvrir à n'importe quelle page, selon sa préoccupation, l'objet de sa recherche, l'usage que l'on souhaite en faire.

Propos recueillis pour Différences par Chérifa Benabdessadok

MEMOIRE DU MRAP

Témoignage d'Albert LÉVY sur l'histoire du MRAP, lors de la journée de formation de la région Rhône-Alpes, samedi 16 octobre 1993.

LES ORIGINES

Le MRAP a été fondé le 22 mai 1949. Il existe 700 000 associations en France. Il s'en crée environ 5 000 par an. Cela ne veut pas dire qu'il y a 700 000 associations en activité : celles qui disparaissent ne le font pas toujours savoir et elles demeurent inscrites dans les préfectures dans le cadre de la loi 1901. Mais ces chiffres donnent une idée de l'importance du mouvement associatif en France auquel le MRAP est partie prenante.

Le MRAP existe donc depuis 44 ans. Comment expliquer cette longévité par rapport à beaucoup d'autres associations ?

Elle tient d'abord au fait que son objet persiste, c'est-à-dire que la nécessité de la lutte contre le racisme est aussi flagrante aujourd'hui qu'en 1949.

Deuxièmement, cette organisation est basée sur une relation avec la situation ambiante, elle n'est pas une association qui vit dans l'abstrait, elle est liée avec la société et avec l'actualité.

De plus, c'est une organisation démocratique ; souvent des associations ont disparu à la suite de conflits internes et d'ambitions personnelles, tandis que celle-ci est conçue pour agir en « rapport avec le réel » et non pas pour satisfaire les individus qui la dirigent ou qui en font partie.

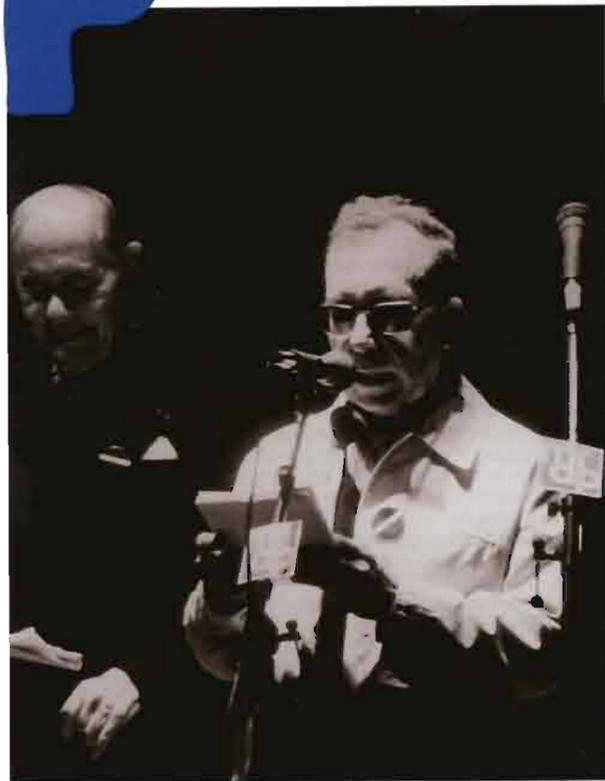
Et puis, l'une des raisons essentielles de la persistance du MRAP, c'est le fait qu'il a créé des comités locaux, et ce dès le début. Il doit sa force et son développement à leur diversité, au fait qu'ils sont relativement autonomes, puisque chaque comité est déclaré en tant que tel comme association locale, chaque fédération également ; il se rattache donc par de nombreuses racines à la vie sociale du pays.

La lutte contre le racisme n'a pas commencé avec la fondation du MRAP.

S'il y a eu des antécédents de lutte contre le racisme, c'est parce qu'il y a eu des antécédents de racisme. C'est une vieille histoire. L'anti-judaïsme chrétien remonte très haut dans l'histoire de l'Europe et dans l'histoire de France ; il est devenu antisémitisme au 19^{ème} siècle, il est l'une des branches du racisme.

Autre antécédent : l'esclavage, le colonialisme, qui datent aussi de très longtemps, de l'Antiquité pour l'esclavage, avec ensuite la traite des Noirs, et puis les conquêtes coloniales. Le tournant décisif du racisme colonial fut l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique.

Telles sont les deux sources principales du racisme auquel les antiracistes ont été confrontés en France.



Et l'antiracisme aussi a une histoire en France qui remonte assez loin. Je pense en particulier à Montaigne qui a été l'un des premiers à argumenter contre les préjugés racistes. Si on se reporte, dans les « Essais », au chapitre « Les Cannibales », il est instructif d'y jeter un coup d'œil, même aujourd'hui, pour observer la méthode qu'il utilise, et la rigueur de ses démonstrations.

Et puis il y a eu le siècle des Lumières, la Révolution Française, l'Abbé Grégoire qu'on a appelé « l'Ami des hommes de toutes les couleurs » et qui a joué un rôle important dans l'émancipation des juifs. Je cite un autre jalon qui est l'Affaire Dreyfus. C'est à ce moment-là que la Ligue des Droits de l'Homme a été créée ; elle a joué alors et continue de jouer un rôle important dans la lutte contre le racisme.

Ensuite il y a eu, avant même le nazisme, la création de la LICIA, Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme, en réponse aux pogroms qui avaient lieu dans l'ancienne Russie tsariste.

Le MRAP, lui, puise ses origines dans la période de la Résistance, à un moment où la LICIA, qui était en France l'organisation de lutte contre le racisme, avait disparu pratiquement, dès le début de l'occupation. Nombre de ses adhérents ou sympathisants ont certes participé à la Résistance, mais en tant qu'organisation elle a cessé d'exister. Donc, en 1941, s'est constitué le Mouvement National Contre le Racisme (MNCR) parce que, dans les milieux de la Résistance, certains ont estimé qu'il y avait une lutte spécifique

à mener contre le racisme dans le cadre général du combat pour libérer la France.

L'activité du MNCR peut se résumer en deux points :

- d'une part, essayer de sauver le plus possible d'enfants juifs de la déportation, en liaison avec les églises catholique et protestante ;
- d'autre part, contrecarrer l'idéologie raciste de l'occupant et de Vichy, au moyen de tracts et de brochures, en suscitant et diffusant des prises de position d'écrivains, de scientifiques, ou encore celle du cardinal Saliège, à Toulouse, quand il a condamné en chaire l'antisémitisme. Le MNCR publiait deux journaux clandestins : « J'ACCUSE » en zone Nord, en référence à Zola lors de l'Affaire Dreyfus, et « FRATERNITE » en zone Sud.

Au lendemain de la Libération, les militants du MNCR et les anciens militants de la LICIA se sont retrouvés et ont constitué l'Alliance Antiraciste qui avait gardé comme journal « Fraternité », venu du MNCR. Et puis il y a eu, en 1946, la reconstitution de la LICIA. L'Alliance Antiraciste a donc été disloquée.

Cette rupture s'explique par des raisons politiques et sociales. Les militants regroupés provenaient de milieux différents. Ceux qui ont constitué le MRAP après la reconstitution de la LICIA, issus pour l'essentiel du MNCR, appartenaient à des milieux plus populaires, récemment immigrés, qui avaient beaucoup souffert de la guerre et de l'occupation. Le noyau du MRAP, c'étaient des sociétés juives formées de rescapés de la guerre, dont les familles avaient été déportées. En outre le nouveau mouvement bénéficiait du parrainage de personnalités de la Résistance, de milieux et d'opinions très variés. Depuis le début le MRAP a été pluraliste. Par exemple, à la première Journée nationale, au Cirque d'Hiver à Paris (son Congrès constitutif), il y avait entre autres, le peintre CHAGALL, qui présidait la séance de clôture, Yves FARGE, un grand résistant, qui avait été nommé par De Gaulle préfet de LYON, aussitôt après la Libération, Gabriel d'ARBOUSSIER, à l'époque député du Sénégal, Alain LE LEAP, dirigeant de la C.G.T., Marc SANGNIER, éminent leader catholique depuis l'avant-guerre, le savant Marcel PRENANT.

1949, il faut le rappeler, c'était les débuts et, en même temps, le paroxysme de ce qu'on a appelé la guerre froide. C'est de ce contexte que le MRAP est né.

La guerre froide, c'était le renversement des alliances. Les alliés de la veille (Angleterre, USA, France, URSS) se sont séparés - dans des conditions qu'il faut encore approfondir -, et une partie d'entre eux se sont alliés à l'ancien ennemi, l'Allemagne. Ce revirement s'accompagnait d'un abandon en Allemagne de la dénazification, d'une renaissance du militarisme allemand puisque c'était une alliance militaire qui s'était constituée. L'OTAN date de 1949 justement. Les anciens généraux, les anciens nazis, experts de la lutte contre l'Union Soviétique ont « repris du poil de la bête ». Les industriels qui avaient aidé le nazisme, les KRUPP et autres, ont reconstitué leur puissance.

Il est facile de comprendre que tous ceux qui avaient souffert, pas seulement les fondateurs du MRAP et pas seulement les Juifs, tous ceux qui avaient combattu le nazisme ont ressenti cette situation avec amertume et inquiétude à la fois, et ils ont éprouvé le besoin de réagir. Non pas pour prendre parti dans l'un des deux camps, mais pour empêcher que la guerre froide ne se transforme en guerre tout court, et que les partenaires du camp occidental s'acquitinent avec les anciens nazis. Aujourd'hui on a parfois du mal à imaginer jusqu'à quel point les valeurs considérées fondamentales ont été reniées. Un exemple : il y a eu, longtemps après, le procès de Barbie ;

mais il faut se souvenir qu'en 1946, BARBIE, le tortionnaire S.S., est devenu un agent de la CIA, c'est tout un symbole, justement, de ce renversement des alliances. Autre exemple : dans le cadre de l'OTAN, on a réorganisé les forces militaires, et le responsable des armées terrestres n'était autre que le général SPEIDEL, un général allemand qui avait dirigé les forces d'occupation en France. Il y a eu, à ce moment-là, des jeunes Français qui ont refusé de servir dans l'armée française parce qu'elle se trouvait sous la direction de cet ancien nazi, ennemi de la veille.

Cela donne une idée du climat qui s'était instauré. En 1945, on avait dénombré 150 000 criminels de guerre en Allemagne. La plupart ont été libérés. Le chancelier ADENAUER, le premier chancelier ouest-allemand, après la création de la RFA d'un côté, la RDA de l'autre, avait pour principal conseiller un nommé Hans GLOBKE qui avait été le rédacteur des lois antijuives de NUREMBERG en 1935. Le MRAP a été un sursaut d'émotion, de résistance et de lutte contre le racisme, de lutte contre la guerre aussi : son premier livre était « Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix », ce qui correspondait bien aux problèmes de l'époque.

UNE HISTOIRE EN CINQ PERIODES

Si on retrace l'histoire du MRAP pendant ces 44 années, on peut la diviser en plusieurs périodes - il vaudrait mieux dire des séquences, car elles se chevauchent parfois, il n'y a pas de ruptures chronologiques nettes :

- première période, celle des séquelles de la guerre, où les questions dominantes étaient le néo-nazisme, le regain d'antisémitisme et la guerre froide, jusque vers le milieu des années 50 ;

- ensuite, la période des guerres coloniales : la guerre d'Indochine de 1946 à 1954 ; la guerre d'Algérie, de 1954 à 1962. Le MRAP a été très actif par rapport à la guerre d'Algérie ;

- et puis, l'activité principale du MRAP était centrée sur l'immigration. Pendant les « 30 glorieuses », c'est-à-dire les deux ou trois décennies d'expansion économique après la guerre, le patronat avait fait venir un grand nombre d'immigrés. Il fallait combattre le racisme qui justifiait leur exploitation effrénée ; il fallait faire valoir leurs droits les plus élémentaires ;

- ensuite, une période que j'appellerai celle de « la jonction de tous les racismes », qu'on pourrait situer de la fin des années 70 aux années 80, où le MRAP affrontait simultanément tous les aspects du racisme. Il n'y avait pas de dominante comme auparavant ;

- et nous arrivons à l'époque contemporaine dont l'analyse n'est qu'amorcée. Je la caractériserai peut-être par l'intrusion du racisme et de l'antiracisme dans la politique. Cette tendance s'est accentuée depuis le début des années 80. Parallèlement, l'Etat multiplie les mesures pour réduire l'immigration d'origine non-européenne, tandis que les jeunes générations qui en sont issues manifestent leur aspiration à l'intégration dans l'égalité. Les juifs sont devenus un enjeu électoral et, en conséquence, la dénonciation de l'antisémitisme s'est généralisée, non sans arrière-pensées dans la plupart des cas.

1_Les séquelles de la guerre

A l'arrêt de la dénazification en Allemagne, correspond, en France l'arrêt de ce qu'on a appelé l'épuration. Un certain nombre de personnages, d'idées, de thèmes, imposés sous

l'occupation réapparaissent. C'est en cela qu'on peut parler des séquelles de la guerre.

Dès le début, le MRAP a pris corps autour d'une affaire significative : la distribution dans tout le pays d'un film qui s'appelait « Les nouveaux maîtres ». Ce film était tiré d'une pièce de théâtre qui avait eu beaucoup moins de retentissement. Son sujet se résumait ainsi : « les juifs sont de nouveau les maîtres de la France », en particulier les juifs étrangers.

Peut-être avez-vous entendu parler de l'affaire JOANOVICI, un escroc d'origine juive, qui avait fait beaucoup parler de lui après la Libération, qui avait d'ailleurs collaboré avec les nazis pendant la guerre. Le film a été conçu en prenant ce cas pour symbole d'une mainmise généralisée. Un dirigeant de l'Action Française reconstituée, sous le nom de Restauration Nationale, avec « Aspects de la France » pour journal, avait publié un pamphlet intitulé : « La République de Joanovici ». Le MRAP s'est implanté à travers une campagne contre « Les Nouveaux Maîtres », parce que chaque fois que le film était programmé dans une ville, il mobilisait l'opinion, les forces politiques, les forces spirituelles, pour faire interdire la projection, et au besoin, quand on n'y parvenait pas, l'empêcher physiquement. Les premiers comités locaux du MRAP se sont constitués en suivant l'itinéraire du film. A tel point que la firme productrice du film a intenté un procès contre le MRAP. L'avocat de cette firme était TIXIER-VIGNANCOUR, avocat d'extrême-droite. Le procès a duré plusieurs années : dans un premier temps, le MRAP a été condamné à deux millions de dommages et intérêts mais en appel cette condamnation a été annulée.

Voilà une illustration du climat qui s'était instauré. Autre exemple, encore : le premier Commissaire aux questions juives de Vichy, XAVIER-VALLAT, - qui par la suite, a remplacé Philippe HENRIOT comme propagandiste officiel de VICHY, après l'exécution de celui-ci par la Résistance - avait été condamné à 10 ans de prison au lendemain de la guerre. Libéré au bout de 5 ans, il reprend du service à « Aspects de la France ». Charles MAURRAS, un des leaders de la propagande antisémite avant et pendant la guerre, avait été condamné à mort. On le retrouve également à « Aspects de la France », tout aussi virulent que dans le passé. Les journaux racistes se multiplient. On avait compté dans leurs rédactions sept ou huit anciens condamnés à mort pour collaboration. Le MRAP a mené une campagne vigoureuse pendant plusieurs années contre ce renouveau du vichysme et du nazisme.

A cette époque également, dans le contexte de la guerre froide, l'antisémitisme a été utilisé par les gouvernements de l'Est et de l'Ouest. Avec l'affaire ROSENBERG aux USA, avec l'affaire SLANSKY-LONDON, à PRAGUE, et l'affaire des blouses blanches en URSS. C'était au début des années 50. Et là, il faut bien le dire, nous en avons fait après, l'analyse, la critique - le MRAP s'est investi, très activement dans un cas, beaucoup moins dans l'autre. Ethel et Julius ROSENBERG avaient été condamnés aux ETATS-UNIS pour espionnage au profit de l'UNION SOVIETIQUE. C'étaient de simples gens - elle, dactylo, et lui, ingénieur électricien -, des juifs progressistes. De toute évidence leur procès était injuste. Ils ont été victimes du mac-carthysme aux USA, et ils ont proclamé leur innocence jusqu'au bout, jusqu'à leur mise à mort sur la chaise électrique en juin 1953. Il y a eu une immense campagne dans le monde pour tenter de les sauver, avec les interventions du Pape, du président de la République Française, Vincent AURIOL, de la reine d'Angleterre. Le MRAP, après lecture des minutes du procès, a constitué un Comité de défense des ROSENBERG. C'est de France que l'action internationale est partie : l'affaire a secoué profondément l'opinion française.

Dans l'autre camp, au même moment, il y avait le procès de SLANSKY et d'autres dirigeants communistes, dont Gérard LONDON : on connaît son livre « l'Aveu » et le film qui en a été tiré. Là aussi l'antisémitisme a sévi. On a choisi des juifs comme étant des espions du camp adverse, il y avait une symétrie en quelque sorte avec l'affaire ROSENBERG. Pourquoi le MRAP n'a-t-il pas été aussi combatif ? Cela s'explique d'abord par le fait que les ROSENBERG se proclamaient innocents alors que tous les accusés de Prague et de Moscou se proclamaient coupables (le livre « l'Aveu » montre dans quelles conditions). Deuxièmement, du côté soviétique, les procès prenaient la forme d'une dénonciation non pas des juifs mais du sionisme, ce qui faisait penser à un débat idéologique, plus qu'à de l'antisémitisme. La réalité a été connue plus tard. « l'Aveu » date de 1968. On a su, par exemple, que certains aspects antisémites, qui n'apparaissent pas publiquement, existaient dans le comportement des autorités politiques et judiciaires. Il faut reconnaître enfin une certaine partialité, parce que l'Union Soviétique était le pays qui avait le plus fait contre le nazisme, les communistes n'étaient pas seuls à se tromper sur ce qu'ils croyaient être le socialisme accompli. Nous étions dans le camp occidental, les progressistes ne voulaient pas attiser la guerre froide en donnant des arguments à ceux qui appelaient à se mobiliser contre l'URSS. Précisons toutefois que le MRAP n'a pas pris position contre ceux qui étaient accusés en Europe de l'Est ; il s'est alors abstenu de les défendre.

Ultérieurement il a lutté, avec toute l'énergie nécessaire, chaque fois que l'antisémitisme se manifestait dans ces pays, sous une forme ou sous une autre. Par exemple, il y a eu l'affaire CHTCHARANSKY, un juif accusé encore d'espionnage dans les années 70/80. Deux de ses avocats français étaient des avocats du MRAP et le MRAP l'a défendu activement jusqu'à ce qu'il soit autorisé à émigrer en Israël.

Aujourd'hui, les condamnés de ces procès antisémites ont été réhabilités morts ou vivants - dans les pays dits socialistes -, tandis que les ROSENBERG ne sont toujours pas réhabilités. C'est pourquoi cette année (1993), avec quelques militants, nous

avons lancé une pétition qui a été envoyée au président CLINTON, pour demander la réouverture du dossier. Il y a eu un contre-procès à NEW-YORK, organisé par une grande association de juristes américains, procès qui a conclu à l'acquiescement des ROSENBERG. On en est là.

2_ Les guerres coloniales

Deuxième période/séquence : les guerres coloniales. La guerre du Vietnam se termine en 1954 et c'est quelques mois après que la guerre d'Algérie commence.

Depuis le début, le MRAP a lié les différents racismes. Par rapport à la LICA, Ligue Internationale contre l'Antisémitisme, ses fondateurs avaient tenu à marquer, dans le titre choisi, qu'ils étaient « contre le racisme et l'antisémitisme ». La solidarité avec les peuples coloniaux a toujours été un des grands thèmes de l'action du MRAP. En Afrique noire comme au Maghreb, il a soutenu les mouvements de libération qui se sont développés de différentes façons.

Le mouvement nationaliste algérien existait aussi en France dans l'immigration.

En décembre 1951, un meeting devait avoir lieu au Vel d'Hiv', en présence de tous les ambassadeurs des pays arabes à l'ONU : ce meeting a été interdit. Il se trouve que, en tant que journaliste à Droit et Liberté, je suis allé voir ce qui se passait. Et j'ai vu. Autour du Vel d'Hiv', 15 000 Algériens ont été arrêtés par la police. Aux sorties de métro, les policiers regardaient les gens, et quand ils avaient « l'air » algérien, les brutalisaient et les embarquaient dans des cars. Ici, une parenthèse sur l'histoire des mots. C'est précisément au Vel d'Hiv', je le rappelle, que la police de Vichy avait parqué les juifs, après la rafle du 16 juillet 1942. D'autre part, je gardais le souvenir du procès de la Police aux Questions Juives, auquel j'avais assisté en 1949 : j'avais entendu alors les accusés, évoquant la « chasse aux juifs » qu'ils pratiquaient sous l'occupation, employer l'expression « rafles au faciès ». Cette formule administrative et pseudo-scientifique, qui m'avait frappé, m'est revenue à l'esprit, je l'ai ressortie dans Droit et Liberté. Le MRAP l'a reprise sur des affiches, dans des tracts. Voilà comment le vocabulaire conçu au temps des nazis pour caractériser des opérations contre les juifs, a servi après la guerre pour caractériser celles qui visaient les Arabes.

Le 14 juillet 1953, comme chaque année à cette époque, il y avait un défilé populaire qui contrebalançait en quelque sorte le défilé militaire. De nombreux Algériens y participaient et il y a eu un affrontement avec la police qui entendait confisquer leurs banderoles. La police a tiré : 8 tués, 7 Algériens et un Français. Le MRAP a organisé un grand meeting de protestation.

Pendant la guerre d'Algérie, le MRAP a mené campagne contre les exactions commises en Algérie, contre les tortures, pour la paix. D'autant plus que pendant cette guerre de nouvelles formes de racisme se manifestaient en France même. N'oublions pas que Jean-Marie LE PEN est entré à l'Assemblée Nationale en 1956, dans la lancée de la guerre d'Algérie. Il était l'un des 56 députés poujadistes qui réclamaient « l'Algérie française », qui se livraient à une agitation fasciste et nationaliste, antisémite aussi. Donc le MRAP a été de toutes les manifestations pour la paix en Algérie, contre l'OAS. Il a vivement réagi aux violences criminelles du 17 octobre 1961 puisque nous sommes à la date anniversaire. C'était pratiquement, il faut s'en rendre compte, une situation d'état de siège. La guerre d'Algérie était aussi menée en France : la police française était en guerre contre l'immigration algérienne, avec toutes les violences que cela supposait. Quelques jours plus tôt, le préfet de police de PARIS, M. PAPON, instaurait un couvre-feu réservé aux seuls Algériens. Le MRAP a été, il me semble, la seule organisation qui ait protesté contre cette mesure. Et le 17 octobre, la population algérienne de PARIS et de la banlieue a décidé de faire une grande manifestation de protestation pacifique, avec les femmes et les enfants, dans le centre de PARIS pour réclamer la fin de cette discrimination. Une répression féroce s'est déchaînée contre eux. On a retrouvé des cadavres d'Algériens dans la Seine pendant plusieurs jours. Il y a eu des tués par balles et par matraques.

A ce moment-là, la presse était sous le contrôle de la censure, certains journaux paraissaient avec des blancs à la place des articles supprimés. Toutes les manifestations étaient interdites. C'est dans ces conditions que le MRAP a été seul à pouvoir organiser un meeting de protestation. Pourquoi ? Parce que, justement, le MRAP était une association pluraliste, c'est-à-dire qu'il a réuni un curé, un pasteur, un rabbin, des syndicalistes de tous les syndicats, des universitaires dont un futur prix Nobel et l'auteur d'un film témoignage sur le 17 octobre. Les autorités n'ont pas osé l'interdire. Mais - c'était à la salle LANCERY, près de la République - tout le quartier était en état de siège, il y avait des cars de police partout pour tenter d'intimider les participants. Nous avons aussi organisé une manifestation de rue - la seule qui n'ait pas été réprimée - en profitant du 11 novembre, trois semaines après. Il y a, près de la Bastille, une plaque à la mémoire des Algériens qui ont combattu pour la Libération de PARIS en 1944 et puisque, ce jour-là, on fleurit traditionnellement les plaques commémoratives, nous avons appelé à venir y déposer des gerbes et des bouquets. Plusieurs centaines de personnes, des associations ont répondu « présent ». Ce n'est peut-être pas beaucoup, mais c'était un acte de résistance dans le climat de ces jours tragiques.

Le MRAP a été aussi parmi les organisations qui appelaient à la manifestation pour la



paix, où il y a eu le fameux massacre de Charonne en février 1962. Pour nous, la paix en Algérie, intervenue en juillet, a été une victoire. Nous y avons contribué activement.

3_ L'immigration

Il serait faux de croire que la question de l'immigration n'existait pas auparavant, que le MRAP s'en désintéressait. Mais nous arrivons à une période où l'opinion française s'en est davantage préoccupée, et où le MRAP a eu à intervenir plus fortement.

La guerre d'Algérie était finie mais elle laissait des douleurs, des rancœurs. La venue d'un million de Pieds-Noirs contribuait à attiser l'hostilité contre les immigrés algériens. Les groupes d'extrême droite qui s'étaient développés (Jeune Nation, Occident, Ordre Nouveau, etc...) tenaient le haut du pavé. Le Front National, le Parti des Forces Nouvelles, le GRECE datent du début des années 70. Des manifestations violentes avaient lieu contre « l'immigration sauvage ».

Pour ce qui est de l'immigration, il faut faire la distinction entre deux périodes : Elle a longtemps été le prolongement direct du colonialisme en ce sens que c'était une main-d'œuvre coloniale à bon marché transférée en Métropole. Après la guerre, ces transferts furent importants parce que l'économie exigeait ce genre de main-d'œuvre non qualifiée. On a donc fait venir ou laissé venir d'abord des immigrés des pays voisins moins développés (d'Espagne, du Portugal et d'Italie...) puis on est allé puiser dans les colonies. Des missions se rendaient sur place pour sélectionner les travailleurs et les ramener ; ceux qui venaient par leurs propres moyens, on les régularisait assez facilement. La demande était formidable, dans l'automobile, le bâtiment, les travaux publics : on a pu dire qu'à cette époque les immigrés ont construit l'automobile sur 4, 1 logement sur 3, et 9 kilomètres d'autoroute sur 10. Ils ne prenaient pas la place des Français. Ils leur permettaient d'échapper en partie aux tâches subalternes, les plus ingrates, les plus dangereuses et les plus mal payées.

Le racisme, à l'époque, consistait à dire : « C'est normal qu'ils soient moins bien traités, car ils ont moins de besoins, ce sont des peuples inférieurs ». Ces thèmes-là étaient répandus, entre autres par Minute, qui parlait de ces immigrés qui se complaisaient dans leurs bidonvilles. Ils étaient souvent logés, effectivement, dans des bidonvilles, comme Nanterre pour les Algériens, Champigny pour les Portugais, ou bien dans des taudis, dans des caves. Il fallait en somme, par le racisme, justifier la surexploitation, les mauvais traitements, conception typiquement coloniale. Un changement intervient dans les premières années 70, quand la crise arrive, après les « 30 glorieuses ». La croissance faiblit, les formes de production se modifient. Il y a de moins en moins d'O.S., le patronat réclame donc moins d'immigrés. Comme le chômage s'accroît, les racistes en rendent les immigrés responsables. Les actes de

violence se multiplient contre les Algériens. En 1973, par exemple, à partir d'un drame qui s'était produit à Marseille où un Algérien, pris d'une crise de folie dans un autobus, avait tué un voyageur, il y a eu une vague de crimes racistes contre des Maghrébins, mais aussi parfois contre des Portugais. Le MRAP a évidemment organisé des protestations. C'est à ce moment-là que le gouvernement algérien a interrompu l'émigration vers la France (en septembre 1973).

Ce qu'on a appelé le choc pétrolier (l'augmentation du prix du pétrole par les pays arabes) n'a pas arrangé les choses. Par exemple, on avait relevé cette forme de racisme primaire : un patron de bistro refusait de servir un Algérien en disant « Pas de pétrole, pas de café ».

Les mouvements ouvrier et étudiant de mai 1968, pourtant, avaient mis l'accent sur la situation des travailleurs immigrés. Sans doute cette prise de conscience explique-t-elle aussi l'exaspération des racistes. Dès le 21 mars de cette année, le MRAP avait centré la 20ème journée internationale contre le racisme sur le logement des immigrés. Ensuite, pendant les grèves de mai, il a participé aux actions, aux débats en faveur de l'égalité des droits.

4_ Jonction de tous les racismes

Que le racisme anti-arabe et anti-immigré se développent n'atténue pas le racisme antijuif. La jonction est symbolisée par ce papillon que diffuse une organisation néonazie : on y voit une croix gammée et l'ancienne mention « Mort aux juifs » remplacée par « Les immigrés dehors ». Le slogan a changé, mais pas la référence, ni la source. Les anciens nazis, tout en adoptant les thèmes anti-immigrés, n'abandonnent pas leurs habitudes. Ils s'efforcent même de donner une cohérence globale à leur idéologie raciste. Ainsi, à la mort de DUPRAT, un dirigeant du Front National, son journal Le National publie un article significatif, avec le raisonnement suivant : « Ce sont les juifs qui ont instauré l'I.V.G. ? Simone Veil, soutenue par des tas de médecins juifs. Or, quel est le but de l'I.V.G. ? C'est d'empêcher les Français d'avoir des enfants, pour que ce soient les enfants des immigrés qui prennent notre place, puisque, eux, ont beaucoup d'enfants ». Une autre organisation raciste collait des affichettes disant : ce sont les juifs qui nous amènent les immigrés.

De 1977 à 1980, une série d'attentats ont lieu contre le MRAP, son siège, ses dirigeants, contre des centres communautaires juifs, des associations d'étudiants opposés au racisme, ainsi que des agressions contre des Maghrébins : par exemple ce jeune Algérien qui avait eu le dos tailladé au rasoir, dans la banlieue parisienne. Jusqu'à l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic (octobre 1980), qui a fait plusieurs morts et dont on n'a toujours pas trouvé les auteurs. C'est aussi en 1977 que le MRAP a changé de titre. Il s'appelait auparavant « Mouve-

ment contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix ». On nous disait : « Pour quoi mettez-vous l'antisémitisme à part, puisque c'est une forme de racisme ? » En conservant les mêmes initiales, le MRAP est devenu « Mouvement contre le Racisme, et pour l'Amitié entre les Peuples ».

5_L'intrusion du racisme dans la politique

Et maintenant ?

Ce qui est nouveau, me semble-t-il, c'est l'intrusion du racisme dans la politique dont il est devenu un enjeu important. On peut situer le début de cette période en 1983, aux élections cantonales, où le Front National a commencé à monter. A ses troupes, la droite classique a commencé à lui emprunter ses thèmes anti-immigrés. Je possède une petite collection de textes de dirigeants du R.P.R. ou de l'U.D.F. de l'époque, sur l'immigration cause de délinquance ou de chômage. On a parlé d'un « racisme d'opposition », utilisé par la droite pour discréditer le gouvernement de gauche en prétendant qu'il faisait la part trop belle aux immigrés, aux étrangers, qu'il était, en somme, le « gouvernement de l'étranger ». Il faut dire, par ailleurs, que ce gouvernement n'a pas accompli de grands efforts pour démystifier ces campagnes qui faisaient des immigrés, de plus en plus, les boucs émissaires de la crise.

Aujourd'hui comme hier, des gouvernants, qui ne peuvent pas ou ne veulent pas résoudre les problèmes posés au pays, ont intérêt à ce qu'on parle d'autre chose. Soit en les attaquant brutalement, soit en leur donnant une place démesurée dans le débat politique. Ils se servent des immigrés comme d'un moyen de division et de diversion. Si bien que, paradoxalement, l'importance accordée à l'antiracisme, d'une façon générale et abstraite, peut devenir un artifice pour éviter l'examen des causes réelles du racisme et des facteurs qui le favorisent : le désarroi, le mécontentement, les sentiments de frustration et d'impuissance résultant des difficultés que vivent la majorité des citoyens.

Dans le même temps, la question de l'immigration se modifie sensiblement. L'économie française a de moins en moins besoin de main-d'œuvre non qualifiée, cela pour différentes raisons : les mutations technologiques, l'accroissement de la productivité, les délocalisations d'entreprises vers les pays en voie de développement.

Par ailleurs, l'Union Européenne, en vertu du traité de Maastricht, doit autoriser la libre circulation des personnes après celle des capitaux et des marchandises, autrement dit la venue sans formalités, dans les pays les plus industrialisés, de travailleurs ne trouvant pas d'emplois dans ceux qui le sont moins.

Dès lors, les mesures de Pasqua (et d'autres déjà prises auparavant), que l'on dit destinées à réduire l'immigration (jusqu'à zéro), visent en réalité les immigrés non-européens, non-blancs. Le patronat continue de faire jouer la concurrence entre Français et étrangers et entre étrangers de diverses nationalités, sur fond de rejet des originaires des anciennes colonies, du Tiers-monde.

Dans ces conditions nouvelles, il s'efforce de tirer des Français et des Européens, les avantages particuliers que lui procurait la surexploitation des immigrés maghrébins et africains : le chômage, qui assure à son tour une réserve de travailleurs en situation de précarité et de moindre résistance, devient un instrument de pression sur les salaires, les droits sociaux et syndicaux.

Au plan international, il importe aussi d'analyser et de combattre la montée des intégrismes, ainsi que le racisme qui se manifeste dans les conflits de l'après guerre froide, comme en ex-Yougoslavie.

LES ACTIONS QUI TRAVERSENT TOUTES LES PERIODES

Pour terminer, après avoir fractionné un peu arbitrairement l'histoire du MRAP en plusieurs périodes, je voudrais souligner que beaucoup d'actions qu'il a menées se poursuivent de l'une à l'autre. Quand le racisme anti-immigré était le plus à l'ordre du jour, le MRAP n'a pas abandonné la lutte contre l'antisémitisme et réciproquement. Il y a eu également des campagnes qui se sont prolongées pendant des décennies.

Celle qui visait à l'adoption d'une loi contre le racisme a duré 13 ans. Le MRAP a déposé la proposition de loi en 1959 et elle a été votée au Parlement en 1972. Nous avons édité un livre qui le raconte, et qui donne un premier aperçu de la riche jurisprudence née de l'application de la loi.

Des actions continues, de grande importance, mériteraient une étude détaillée, par exemple au sujet du Proche-Orient. Le MRAP s'est toujours prononcé pour l'entente entre le peuple palestinien et le peuple israélien, pour le respect des droits de l'un et de l'autre, ce qui lui valait quelquefois d'être mal vu des deux côtés, parce qu'il y a eu des évolutions des deux côtés. Au moment

de la guerre de Six Jours, en 1967, nous n'étions pas tellement nombreux à prôner la paix, le respect mutuel. Selon les sondages il y avait alors 2%, de Français qui étaient favorables au peuple palestinien. Et le MRAP a été le seul à organiser un grand meeting à la Mutualité à PARIS contre la guerre, avec des personnalités très diverses et très connues. Nous avons organisé également une table ronde où discutaient des juifs et des Arabes. Alain SAVARY, qui y participait, avait eu cette formule : « En ce moment, il y a deux camps, le camp pro-israélien et le camp pro-arabe, mais vous, le MRAP, vous êtes dans le camp des principes ! ». Un éloge à retenir. Autre action permanente menée par le MRAP : contre l'apartheid. Que de manifestations, de meetings, d'initiatives originales, pour soutenir les luttes du peuple noir d'Afrique du Sud et aboutir à ce qui se passe aujourd'hui ! Nous avons été parmi les premiers et les plus actifs. Un seul exemple : la date du 21 mars, Journée internationale contre le racisme, a été choisie parce que c'était l'anniversaire du massacre de Sharpville qui a eu lieu en 1960. Pour protester contre ce massacre, dès le lendemain, le MRAP organisait une manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud, et son mensuel Droit et Liberté publiait plusieurs pages à ce sujet.

CONCLUSION ?

En conclusion - si l'on peut conclure ! -, je dirais que si un historien se demandait ce que le MRAP a apporté et ce qu'il apporte, il pourrait retenir ceci :

- Premièrement il a apporté cette réalisation majeure : la loi de 1972.

C'est ce qui restera si, un jour, le MRAP n'existe plus. Elle est une des plus efficaces au monde en la matière, même si une loi ne résout pas tous les problèmes. Surtout, elle permet l'intervention des associations en Justice : ce fut une rupture dans la doctrine française, car jusque-là il n'y avait que les associations de pêcheurs à la ligne ou de défense des animaux qui en avaient le droit. Le MRAP a introduit ce changement et, depuis, quelques autres associations en ont bénéficié, notamment, les associations de déportés contre le négationnisme, les associations féminines contre le sexisme...

- Deuxièmement, s'agissant des conceptions fondamentales, le MRAP a fait largement admettre dans l'opinion française l'unicité du racisme. Le fait que le racisme est un tout, quelles qu'en soient les victimes. Cette globalisation ressort des travaux des sociologues, figure dans les documents de l'ONU et de l'UNESCO, dans la loi de 1972, et, depuis 1977, dans le titre du MRAP. J'aime bien la formule d'Albert MEMMI, qui a forgé le mot « hétéro phobie », la haine de celui qui est autre, et qui peut se subdiviser en xénophobie, judéophobie, arabophobie, etc... ; ce qui donne bien l'idée d'unicité du racisme. Dans tous les cas, l'idéologie, la démarche, les comportements sont identiques, et aussi les conséquences.

Autre conception du MRAP qui s'est imposée : il n'est pas un syndicat des victimes du racisme. Nous les défendons, bien sûr, mais nous considérons qu'il s'agit d'une lutte démocratique, une lutte de principe et qui ne concerne pas que les victimes, mais toute la société. Le MRAP réunit dans ses rangs, dans ses actions, des gens qui sont victimes des différents racismes et des gens qui ne sont pas directement visés ; mais ces derniers ont intérêt à combattre le racisme, car il est une arme de dislocation de la société, il divise les gens qui ont des intérêts communs. L'Abbé Pierre a eu, un jour, cette formule que je répète souvent : « le raciste est un mutilé qui a peur et qui se trompe de colère ». S'il est un mutilé, s'il a peur et s'il se trompe de colère, il est, lui aussi, une des victimes du racisme, c'est le fond de la conception du MRAP.

Enfin ce que le MRAP a encore apporté, c'est le pluralisme. La lutte contre le racisme n'est pas l'affaire d'un parti, ni d'un groupe, ni d'un milieu, c'est l'affaire de tout le monde. Pluralisme également dans les formes de luttes contre le racisme, qui peuvent aller de la défense, de la riposte à la prévention, à l'éducation.

Telle est l'originalité du MRAP. Il peut évidemment changer, inventer de nouvelles idées, de nouvelles formes d'action, en fonction de l'actualité. On ne peut pas prévoir ce qu'il sera demain. L'essentiel, c'est précisément son aptitude à s'adapter, à rajeunir continuellement, à franchir les générations. Ce qu'il faut souhaiter, c'est qu'il colle toujours à la réalité.

- Plus de transparence dans l'utilisation des recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles.
- La mise en place de stratégies nationales de lutte contre la corruption ;
- Des démarches courageuses pour la promotion de l'agriculture paysanne (intrants, redevance d'eau, augmentation du budget de l'agriculture à hauteur de 10% du budget national) ;
- La prise de mesures courageuses contre les privatisations et pour l'extension des services publics, au Mali, particulièrement, l'arrêt du processus de privatisation de la CMDT et de l'Office du Niger. Rendre justice aux travailleurs licenciés de l'HUICOMA ;
- L'augmentation significative des budgets alloués à l'éducation et la santé ;
- L'arrêt des politiques de privatisation massives de l'école.

Au niveau international

- La Révision des politiques commerciales prônant le libre échange, source d'inégalités et d'injustice et la promotion de politiques commerciales socialement justes et écologiquement durables ;
- L'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure des Pays du Tiers-monde ;
- La suppression pure et simple de la Banque Mondiale et du FMI et leur remplacement par la Banque du Sud instrument privilégié de coopération et de financement du développement sur des bases plus justes et équitables ;
- L'arrêt immédiat et sans condition des ingérences extérieures dans les affaires intérieures des Etats, et le respect strict du principe à l'autodétermination pour tous les peuples du monde ;
- L'arrêt des privatisations dans les pays du Sud, du contrôle des Entreprises par les multinationales protégées par l'Organisation mondiale du Commerce ;
- L'annulation de la directive retour dite « directive de la honte » de l'UE et la dénonciation le pacte européen pour l'exil de Nicolas Sarkozy ;
- La suppression du système FRONTEX, arsenal militaire pour protéger la forteresse européenne et arrêter les politiques répressives et racistes sur les migrations.

A l'endroit des mouvements sociaux

- L'engagement sans faille des mouvements sociaux pour lutter contre la forme actuelle des Accords de Partenariat Economique ;
- La Sensibilisation de la population au changement de comportement de consommation en promouvant les produits locaux au profit des produits importés ;
- La sensibilisation des populations aux enjeux des APE et la formation d'un front uni contre ces politiques libérales ;
- L'encouragement des populations à un contrôle citoyen de l'action publique.

Fait à Koulikoro, le 09 Juillet 2008